



Section du Morbihan



« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » Lucie Aubrac

Compte Rendu CTL du 20 avril 2018

Ordre du Jour

1-Création du Service d'Appui au Réseau

2-Point d'étape sur le plan d'action faisant suite au séminaire du 22/06/2017

3-Présentation des indicateurs du Tableau de Bord de Veille Sociale

4-Bilan 2017 de la campagne de formation professionnelle, de l'activité de l'équipe départementale de renfort et de l'évaluation professionnelle – Plan 2018 de la formation professionnelle

Questions diverses :

Point d'étape sur la mise en œuvre du Prélèvement à la source (PAS)

Point d'étape sur la campagne déclarative 2018

Information sur les projets dans le cadre de l'ASR 2019 (Adaptation des structures du réseau)

Information sur l'expérimentation « suivi de compétences »

Déclaration liminaire

En introduction, l'intersyndicale Solidaires, CGT et FO Finances Publiques 56 a lu une déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

Solidaires Finances Publiques 56, la CGT Finances Publiques 56 et FO DGFIP Morbihan réaffirment qu'elles ne partagent ni l'orientation, ni la méthode, ni le calendrier proposés par le gouvernement dans son document d'orientation intitulé « Refonder le contrat social avec les agents publics ».

Nos organisations syndicales ne partagent pas davantage les objectifs poursuivis par le gouvernement consistant à réduire le périmètre de l'action publique, avec la perspective de privatisation, voire d'abandon de missions publiques.

Porteuses de propositions et de revendications, nos organisations syndicales demandent l'ouverture de discussions sur d'autres bases.

Elles exigent un dialogue social respectueux des représentants des personnels.

Le Statut général des fonctionnaires, leurs statuts particuliers, et leurs régimes de retraite, doivent non seulement être préservés, mais aussi développés.

Enfin, nos organisations syndicales exigent que des dispositions soient prises pour faire respecter l'égalité professionnelle et gagner de nouveaux droits.

Le développement des missions de service public, au service de l'intérêt général, nécessite la création d'emplois statutaires dans les services, et un nouveau plan de titularisation.

Nous rejetons le projet de suppression de 120 000 emplois (dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État), et le recours accru au contrat, qui dégraderont les conditions de travail des agents.

**Et donc en supprimant
des fonctionnaires**

on va avoir des

services publics

gratuits pour tou-te-s humains

sérieusement

Solidaires
Union syndicale





Section du Morbihan

Alors que la DGFIP représente à peine 6% des effectifs de la Fonction publique d'État, elle a contribué, ces 10 dernières années, à plus de 60% aux suppressions d'emplois !

Nos organisations syndicales estiment que notre administration pourrait contribuer à hauteur de 18 à 20 000 emplois supprimés.

Ainsi, 4 500 à 5 000 emplois pourraient être supprimés, tous les ans, de 2019 à 2022.

Ainsi, La DDFiP du Morbihan pourrait perdre 50 à 60 emplois tous les ans !

Nos organisations syndicales considèrent que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut, de même que la possible rémunération "au mérite" assise sur des critères antinomiques de ceux du Service Public.

Après avoir obtenu un rendez-vous salarial au mois de juin, nos organisations syndicales exigent que le gouvernement en donne maintenant le contenu, qui doit permettre une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous.

Elles demandent pour cela des mesures générales :

- fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation
- rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence
- respect des engagements en matière d'évolution de carrière, amélioration des déroulements de carrière.

Nos organisations syndicales sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à tous les usagers sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-e-s dans leurs rôles et dans leurs missions.

Afin de faire entendre leur mécontentement, et faire reconnaître leurs légitimes revendications, 9 organisations syndicales (dont FO, **Solidaires**, et la CGT) appellent les agent-e-s à une journée de grève et de manifestations le 22 mai prochain.

Dès aujourd'hui, **Solidaires Finances Publiques 56**, la CGT Finances Publiques du Morbihan et FO DGFIP 56 soutiennent toutes les mobilisations propres à la Fonction publique et à la défense des services publics. A tout instant, elles affirment qu'elles prendront les dispositions nécessaires pour défendre le modèle social public.



1. Création du Service d'Appui au Réseau (SAR)

Le SAR a pour objectif d'exercer à distance des missions de soutien au Réseau pour les postes comptables. Selon la note de la Direction Générale, "un SAR industrialise les processus dépenses et recettes, il permet de consolider l'exercice de ces deux fonctions en accroissant la spécialisation des agents affectés à ces tâches" !!!

La Direction a décidé de baser le SAR en Direction avec deux antennes à Maunon et Pontivy.

Toutes les organisations syndicales ont voté à l'unanimité contre ce projet. **Solidaires** étant déjà opposé à la constitution des Centres de Services Communs puis de leur avatar fidèle le Service d'Appui au Réseau.

Nous l'avons clairement analysé comme un outil majeur de destruction massive du réseau.

Section du Morbihan

2. Point d'étape sur le plan d'action faisant suite au séminaire de 2017

Aucun document nous a été transmis.

"La montagne a accouché d'une souris" !!!

Les groupes de travail sont toujours en cours.

Face aux propositions contradictoires, la Direction a du mal à nous faire une synthèse et à faire des propositions pour le plan d'action.

Seule avancée, le site Ulysse56 a été rénové suite à un groupe de travail informatique mis en place en mars 2017...

3. Présentation des indicateurs du Tableau de Bord de Veille Sociale

Un groupe de travail associant les représentants du personnel s'est réuni le 13 mars 2018.

Il est donc proposé de retenir 4 indicateurs complémentaires:

- nombre d'arrêts ou de jours de congés maladie ordinaire

- nombre d'arrêts pour congé longue maladie ou longue durée

- nombre de demandes de mutation déposées et non satisfaites

- taux de refus de participation à l'entretien professionnel

Solidaires a demandé que la déclinaison des indicateurs soit effectuée par service.

4. Bilan 2017 de la formation professionnelle et Plan 2018

Une équipe de 60 formateurs animent les formations pour le 56. Cela représente : 1836 jours chiffre en baisse d'une centaine de jours par rapport à 2016 essentiellement dans le domaine de la préparation aux concours (- 41,14%).

Bon point pour le Plan de formation 2018 très complet qui nous a été présenté et consultable sur Ulysse56. Si une des formations vous intéresse n'hésitez pas à la demander par l'intermédiaire de votre responsable de service.

Néanmoins, à la lecture du plan local de formation, **Solidaires** a des craintes sur l'avenir de la formation professionnelle.

En effet, la pratique de l'e.formation (formation en ligne) risque de devenir la norme pour économiser du temps.

Pour **Solidaires**, les formations présentielles sont une source réelle d'échanges entre les formateurs et les stagiaires, de meilleure acquisition de compétences et de mutualisation de « bonnes pratiques ».

Vote sur la Programmation 2018 de la formation professionnelle :

Solidaires, comme la CGT et FO, s'est abstenu sur le Plan de formation 2018.

Questions diverses

Point d'étape sur le PAS et la campagne déclarative 2018

Solidaires en intersyndicale a boycotté la 1ère convocation de ce CTL le 12 avril (ouverture de la campagne déclarative par internet) afin d'informer les contribuables et usagers sur les menaces qui pèsent sur nos services et nos missions.



Pour **Solidaires**, l'accueil physique et de proximité de la DGFIP, pourtant vitrine de notre administration, est mis à mal.

L'intersyndicale Finances Publiques 56 appelle les agents à exprimer leur exaspération et soutient toutes les actions et initiatives organisées pendant cette période pour défendre l'avenir des services publics économiques et financiers.

Section du Morbihan

Défendre le service public de proximité, c'est d'abord une question de moyens humains !

Amplifions le rapport de force sur tout le territoire !

Soyons massivement en grève dans toute la DDFiP 56 le 3 Mai et avec l'ensemble de la Fonction Publique le 22 Mai !



En fin d'année 2017, l'administration, consciente des risques, a retiré sa note du 6/02/2017...

mais s'est empressée de proposer une nouvelle mouture ...(pas définitive a priori???)

Solidaires est toujours au combat sur cette affaire !

Les élu-e-s Solidaires Finances Publiques au CTL du Morbihan

Yannick Le Sausse - Annie Rio

Colette Le Falher - Marie-France Couprie

Annick Le Gal – Annie Christien

Nicolas Lhuillery - Nicolas Gauthier

Information sur les projets ASR 2019

(Adaptation Structure Réseau)

Ce n'est pas un scoop mais le Directeur nous a annoncé qu'il a proposé à la DG la fermeture des Trésoreries de Baud, Carnac et Sarzeau ainsi que la fusion des SIP et SIE de Vannes et de Lorient au 1^{er} janvier 2019.

La Direction du Morbihan est, elle aussi, en pleine restructuration (Suppression de la Division Stratégie et rattachement de la Division Recouvrement Forcé à la Division du Contrôle Fiscal et des Affaires Juridiques).

N'hésitez pas à nous contacter si vos droits et garanties ne sont pas respectés ainsi que pour vos demandes de mutations internes.

solidairesfinancespubliques.ddfip56@dgfip.finance.s.gouv.fr

Information sur l'expérimentation "suivi de compétences"

Le Directeur s'est porté candidat mais « il y aurait un problème juridique, on attend que ce soit stabilisé » selon la Direction...

Solidaires a informé le Directeur sur ce sujet. Le bilan de compétence a été mis en place à la DG en 2017 et aurait dû l'être au sein de la sphère du contrôle fiscal. Mais, **Solidaires Finances Publiques** a déposé un recours auprès du Conseil d'État.

